

APPEL DE LA COORDINATION NATIONALE DES 27 ET 28 OCTOBRE

Une coordination nationale universitaire, rassemblant 36 délégués mandatés par 21 universités, s'est réunie les 27 et 28 Octobre à Toulouse suite à une nouvelle attaque du gouvernement contre le service public de l'enseignement supérieur: la loi Pécresse, dite "de libertés et responsabilités des universités" (LRU).

Cette loi permet un désengagement financier de l'Etat au profit des entreprises et des intérêts privés. Par leur présence accrue dans les conseils, ils influenceront forcément le contenu des cours. Les universités auront ainsi moins de financement pour les filières considérées comme non-rentables par les nouveaux financiers. Elles seront gérées comme des entreprises sur des bases de rentabilité: mise en concurrence des universités et des personnels, précarisation et dégradation des conditions de travail et des salaires, concentration des pouvoirs au sein des conseils d'administration et dans les mains du président de l'université. La loi instaure également une pré-sélection des lycéens à l'entrée de l'université.

Ce démantèlement de l'enseignement supérieur est encadré par le processus de Bologne, initié en 1999, dont l'objectif principal est la mise en concurrence des universités à l'échelle européenne (d'où aujourd'hui des frais d'inscriptions à 1000 euros en moyenne en Allemagne et au Portugal, à 3000 euros en Italie)

C'est pourquoi, nous exigeons l'abrogation inconditionnelle et immédiate de la LRU et nous nous prononçons :

- Pour un vrai droit à l'éducation et à la formation pour tous**
- Pour la défense des statuts des personnels d'université, pour la titularisation des personnels précaires**
- Contre la privatisation de l'université publique et la politique de pénurie budgétaire, pour le réengagement financier massif de l'Etat, pour l'augmentation des aides sociales étudiantes, pour la construction de logements sociaux à hauteur des besoins.**

Mais cette loi n'est pas isolée. Ce gouvernement est résolu à nous imposer un mouvement social d'ampleur historique. Nous ne devons pas faire son jeu qui consiste à dresser les uns contre les autres les travailleurs et les étudiants, le public et le privé, les Français et les étrangers. Tout au contraire, alors qu'un large mouvement social se dessine dans tout le pays, alors que le 18 octobre les salariés de la SNCF, de la RATP et d'EDF-GDF ont montré qu'ils étaient disponibles pour lutter, nous devons articuler nos revendications.

C'est pourquoi nous sommes décidés à nous battre :

- Pour le rétablissement des 22 000 emplois de fonctionnaires (dont 11 200 dans l'Education Nationale) liquidés dans le budget 2008 et des 25 000 postes supprimés au cours des cinq années précédentes,**
- Contre le démantèlement des services publics.**
- Contre la privatisation de la Sécurité sociale et les franchises médicales**

- **Pour la défense des régimes spéciaux de retraites, les 37.5 annuités pour tous, la retraite à 60 ans à taux plein**
- **Pour l'abrogation des lois anti-immigrés, CESEDA et Hortefeux; une carte d'étudiant = une carte de séjour.**
- **Pour l'amnistie de tous les réprimés des mouvements sociaux.**

Nous sommes déterminés à construire la mobilisation dans nos universités et nos lycées, et l'unité d'action avec les salariés. Au rouleau compresseur du gouvernement, nous opposons la convergence de tous les secteurs attaqués, qui seule pourra le faire céder.

Nous appelons les universités à construire la grève avec piquets de grève dès que possible, comme seul moyen pour gagner et à bloquer les CA pour empêcher l'application de la loi.

Nous appelons aux manifestations des 30 octobre, 8 et 20 Novembre, et à toutes autres initiatives lancées par les salariés.